

## Consultation publique relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs

### *Pourquoi la chimie souhaite s'exprimer sur le statut gazo-intensif ?*

L'industrie chimique est l'un des secteurs les plus sensibles au prix du gaz, dont le poids en tant que source d'énergie et de matière première représente parfois plus de la moitié de la valeur ajoutée d'un produit. Le prix du gaz naturel auquel ont accès les industriels de la chimie est un élément clé pour la compétitivité française. Le secteur de la chimie représente 40% de la consommation industrielle de gaz en France. Parmi les industries consommant beaucoup de gaz, citons la fabrication de l'ammoniac, des intermédiaires polyamides ou de l'hydrogène.

Or, les industriels de la chimie gazo-intensive, fortement exposés à la concurrence internationale, doivent faire face à un bouleversement majeur. Depuis 2004, année marquant le commencement de l'exploitation des gaz de schiste aux États-Unis, le prix du gaz y a été divisé par 6. Cette nouvelle ressource de gaz naturel permet à leur chimie de se doter d'un avantage compétitif sans précédent. Ainsi, le secteur de la chimie est le fer de lance de la renaissance industrielle aux États-Unis en termes d'emplois et de PIB. Aujourd'hui déjà, la diminution des coûts de production de l'éthylène a été répercutée sur les prix des matières plastiques, plus compétitifs, ce qui a engendré une augmentation de 10 % de l'exportation de leurs matières plastiques. De nouveaux investissements sont planifiés outre-Atlantique, ce qui envoie un signal fort extrêmement négatif pour le maintien de nombreuses activités en Europe.

S'ajoute à cette situation inquiétante le différentiel inacceptable dans les prix du gaz entre zone Nord et Sud provoqué par l'assèchement de l'approvisionnement de la zone Sud de la France en GNL, capté par les pays asiatiques soumis à la crise énergétique post-Fukushima. Ce différentiel propre à la France a une moyenne mensuelle glissante qui a atteint 5 €/MWh en 2013, avec des pics en journée jusqu'à 9,5 €/MWh. Ce différentiel est durable et menace d'augmenter, par exemple par spéculation sur la mise aux enchères des capacités d'interconnexion. Le surcoût sur la facture de gaz des industriels concernés atteint d'ors et déjà 20% et peut encore s'accroître. La situation n'est plus tenable pour les sites chimiques en zone Sud.

**Contact :** Yves Lenain, +33 (0)1 46 53 11 12, [ylenain@uic.fr](mailto:ylenain@uic.fr)

**Question 1 : Etes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?**

Il est urgent de proposer une solution palliative à la distorsion de prix, le temps de fusionner les zones gazières Nord et Sud. Une mesure simple permettant un rattachement à la zone Nord des industriels gazo-intensifs de la zone Sud a la préférence de l'UIC. En effet, ce mécanisme est d'une simplicité opérationnelle pour les industriels.

**Question 2 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en oeuvre envisagées pour cette première option ?**

Il est nécessaire que le mécanisme soit convenablement dimensionné pour permettre aux consommateurs gazo-intensifs d'exercer leur activité de façon pérenne.

L'UIC attire l'attention de la CRE sur l'existence sporadique de sites chimiques gazo-intensifs rattachés au réseau de distribution et pour lesquels il sera nécessaire de prévoir un mécanisme alternatif.

**Question 3 : Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?**

La proposition d'allocation prioritaire des capacités d'interconnexion Nord/Sud aux sites gazo-intensifs nous paraît également un mécanisme acceptable. Cette option est plus complexe à gérer par les industriels. Elle s'inscrit dans un calendrier précis déjà déterminé et nécessite que l'arrêté définissant les gazo-intensifs – encore en débat – puisse être terminé à temps.

**Question 4 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en oeuvre envisagées pour cette seconde option ?**

Nous estimons que les critères proposés par l'UIC dans le cadre de l'arrêté gazo-intensifs entraîneraient à accorder moins de 15 TWh par an aux industriels gazo-intensifs, soit passer de 23 GWh/j à 37 GWh/h de capacités fermes pour les allocations Nord-Sud attribuées de façon prioritaires avant mise aux enchères ouvertes.

**Question 5 : Avez-vous d'autres suggestions ou remarques ?**

Afin de maîtriser la quantité totale de capacités Nord/Sud à allouer pour régler ce problème sensible, il est possible de calculer des allocations pour une « base de consommation » correspondant à ce qui est nécessaire à un site pour son activité nominale sur sa période d'activité.

**Contact :** Yves Lenain, +33 (0)1 46 53 11 12, [ylenain@uic.fr](mailto:ylenain@uic.fr)